

Montpellier, le 13 février 2017

Eugène MARSOLLIER  
Conciliateur de Justice  
Canton de MONTPELLIER IV  
Résidence LE SEUILLY  
32 PLACE DU QUEBEC  
34000 MONTPELLIER

à

Jean-Michel PEREZ  
Président du Tribunal d'instance de  
Montpellier  
CITE JUDICIAIRE MEDITERRANEE  
9 RUE DE TARRAGONE CS 29029  
34965 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél. 04.67.64.64.34  
Mobile : 07.82.52.18.31  
Courriel : [eugenemarsollier@free.fr](mailto:eugenemarsollier@free.fr)

PERSONNEL ET CONFIDENTIEL

Monsieur le Président,

Suite à votre courriel du 12/01/2017, lequel a retenu tout particulièrement mon attention.

En préambule, vous trouverez sous ce pli, les pièces suivantes :

- **Attestation de l'Institut de Droit Appliqué en date du 12/03/1980.**
- **Lettre de Monsieur Lionel ASSOUD, alors Maire du 14ème arrondissement de PARIS en date du 08/02/1989.**
- **Lettre de la COUR D'APPEL DE MONTPELLIER en date du 01/04/1994.**
- **Lettre de Monsieur Lionel ASSOUD, alors Maire du 14ème arrondissement de PARIS en date du 26/07/1994.**
- **Lettre de Madame Myriam EZRATTY, de la COUR D'APPEL DE PARIS, en date du 03/01/1995.**

J'ai tenu successivement des permanences à la ;

MAISON POUR TOUS BORIS VIAN  
14 RUE DE L'AMETHYSTE  
34070 MONTPELLIER.

MAISON DE QUARTIER FREDERIC CHOPIN  
1 RUE DU MARCHE AUX BESTIAUX  
34000 MONTPELLIER.

En dernier lieu à la :

MAISON POUR TOUS VOLTAIRE  
3 SQUARE JEAN MONNET  
34070 MONTPELLIER.

Ayant de grosses difficultés pour marcher, j'ai cessé de me rendre à cette dernière.

J'ai donc continué à recevoir les justiables directement à mon domicile.

Je tiens à vous préciser que cela s'est toujours bien passé. Il mettait soumis la plupart du temps des différends de voisinage.

Par ailleurs, je vous précise que je n'ai eu jamais de contacts au sein des établissements que vous

rappelez dans votre courriel du 12/01/2017.

**En définitive, j'ai contribué à l'oeuvre de justice pendant plus de 29 ans.**

Aussi présentement, étant en possession de toutes mes facultés intellectuelles, j'ai l'intention de poursuivre des activités vis-à-vis d'autrui comme « Ecrivain public ». Cette reconversion est-elle possible ?

A vous lire à ce propos, ce dont je vous remercie par avance.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations respectueuses.

P.J. 5

Le conciliateur de justice,

E. MARSOLLIER





# INSTITUT DE DROIT APPLIQUE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

2 Août 1973

143, avenue de Versailles

75016 PARIS

525 56 74

Décret du 26 juillet 1973

portant reconnaissance par l'Etat de l'Institut de droit appliqué.

Par décret en date du 26 juillet 1973, la reconnaissance par l'Etat est accordée à l'Institut de droit appliqué sis 143, avenue de Versailles, Paris (16<sup>e</sup>), à charge pour cet établissement de se conformer aux obligations prévues aux articles 73, 74 et 75 du décret n° 56-931 du 14 septembre 1956.

## ATTESTATION

La soussignée, Secrétaire Générale de l'INSTITUT DE DROIT APPLIQUE, Centre de formation et de perfectionnement professionnels reconnu par l'Etat,

### CERTIFIE

que Monsieur MARSOLLIER Eugène  
né le 14 décembre 1929 à Vaupillon (28)  
demeurant 45 rue de l'Amiral Mouchez - 75013 PARIS,

a suivi, pendant l'année universitaire 1974-1975, les cours et travaux de la Section Juridique de cet établissement, et, pendant l'année universitaire 1975-1976, ceux de la Section Economique. Il a passé avec succès l'examen probatoire de l'une et l'autre sections, obtenant le CERTIFICAT D'AGENT SPECIALISE DE CONTENTIEUX JURIDIQUE D'ENTREPRISE à la session d'octobre 1975, et le CERTIFICAT D'AGENT SPECIALISE DE SERVICE ECONOMIQUE à la session de juin 1976.

Le cumul de ces deux certificats autorise leurs détenteurs à s'inscrire à la Section Technique de l'Institut de Droit Appliqué, préparant à la qualification de Technicien juridique et économique d'entreprise, cadre supérieur. M. MARSOLLIER a effectivement suivi, pendant les années universitaires 1976-1977 et 1977-1978 (scolarité en deux ans), les cours et travaux de la Section Technique, et passé avec succès les épreuves préliminaires, puis l'examen proprement dit de cette section, obtenant, à la session d'octobre 1978, le

CERTIFICAT DE TECHNICIEN JURIDIQUE ET ECONOMIQUE D'ENTREPRISE, cadre supérieur.

Elle précise en tant que de besoin que ce Certificat est classé au niveau II de la nomenclature des niveaux de formation, tel que défini par l'annexe à la circulaire n° 11-67 300 du 11 juillet 1967 (B.O.E.N. n° 29 du 20 juillet 1967), Loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle et la promotion sociale - classification des niveaux de formation, savoir : "Personnel occupant des emplois exigeant normalement une formation de niveau égal ou supérieur à celui des écoles d'ingénieurs ou de la licence."

Vu, constaté et certifié

à l'original, qui nous a été représenté.

Paris, le

1982  
Le Commissaire de Police,

Fait à Paris, le 12 mars 1980.

  
M. VILLIERS.

INSTITUT DE DROIT APPLIQUE  
143, Av. de Versailles - PARIS-16<sup>e</sup>  
525 56 74

17 FEV. 1989

Ville de Paris

Paris, le 8 février 1989

Le Maire du XIV<sup>e</sup> arrondissement

Adjoint au Maire de Paris


Monsieur *le Conciliateur*,

M. EZRATTY, Premier Président de la Cour d'Appel de Paris, vient de me faire savoir que vous avez été reconduit pour exercer les fonctions de conciliateur pour une durée de deux ans, à compter du 1er février.

Croyez que je me félicite tout particulièrement de cette décision.

A cette occasion, je vous adresse mes très vives félicitations et je vous dis tous les vœux que je forme à votre intention pour votre mission.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs *et bien cordiaux*.



LIONEL ASSOUD

Monsieur Eugène MARSOLLIER  
Conciliateur  
26 rue Mouton Duvernet  
75014 PARIS



07 AVR. 1994

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**

Première Présidence

Montpellier, le 1er Avril 1994

Le Premier Président de la Cour d'Appel  
de MONTPELLIER  
à

Monsieur Eugène MARSOLLIER

45, rue de l'Amiral Mouchez

75013 P A R I S

Monsieur,

J'apprends par Mme le Premier Président de la Cour d'Appel de PARIS que vous envisagez de vous retirer à MONTPELLIER dans les prochains mois et que vous accepteriez volontiers d'y poursuivre les activités de conciliateur qui sont aujourd'hui les vôtres dans le 14ème arrondissement à PARIS.

Je ne peux que vous inviter à vous mettre en relation dès que possible avec le Parquet de MONTPELLIER qui est chargé d'instruire les dossiers des candidats aux fonctions de conciliateur. Les désignations périodiques interviennent ordinairement en début d'année par ordonnance unique sur propositions du Procureur Général pour l'ensemble du ressort de la Cour de mon siège. Vous aurez ainsi la possibilité d'examiner en temps utile, en concertation avec le magistrat du Parquet appelé à suivre ces questions, le choix d'une circonscription territoriale, étant observé que les ressorts de compétence des conciliateurs sont définis par cantons.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Bernard BACOU

176/94

*Ville de Paris*  
*Le Maire du XI<sup>e</sup> arrondissement*

*Paris, le*

*Adjoint au Maire de Paris*

26 juillet 1994

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 22 juillet 1994 faisant état de vos activités de conciliateur pour la période du 2 décembre 1993 au 30 juin 1994.

C'est un témoignage supplémentaire, s'il en était besoin, de l'excellent travail que vous avez accompli les huit dernières années comme conciliateur à la Mairie.

Je tenais à vous féliciter chaleureusement pour les résultats obtenus dans des affaires souvent difficiles et douloureuses et je vous en remercie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Lionel ASSOUD.

Monsieur Eugène MARSOLLIER  
Juriste d'entreprise  
45 rue de l'Amiral Mouchez  
75013 PARIS



4 J JAN. 1995

COUR D'APPEL DE PARIS

PREMIERE PRESIDENCE

PARIS, le - 3 JAN. 1995

L.L.B./L.B.

Monsieur,

Pour faire suite à votre requête, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie de l'ordonnance par laquelle il est mis fin, sur votre demande, à vos fonctions.

Je tiens à vous exprimer, au nom de la Cour et en mon nom personnel, mes très vifs remerciements pour votre contribution au service de la Justice et pour les efforts que vous avez fournis pour faciliter le règlement amiable des différends portant sur des droits dont chacun a la libre disposition.

Veuillez accepter, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Myriam EZRATTY

Monsieur Eugène MARSOLLIER

Résidence "Le Seuilly"

32, Place du Québec

34000 MONTPELLIER



Montpellier, le 27 mars 2017

Eugène MARSOLLIER  
Ex Conciliateur de Justice  
Canton de MONTPELLIER IV  
Résidence LE SEUILLY  
32 PLACE DU QUEBEC  
34000 MONTPELLIER

à

LE CERCLE NATIONAL DES  
BENEVOLES  
16 AVENUE DU MARECHAL JUIN  
60750 CHOISY AU BAC

Tél. 04.67.64.64.34  
Mobile : 07.82.52.18.31  
Courriel : [eugenemarsollier@free.fr](mailto:eugenemarsollier@free.fr)

Adhérent n°782

Objet : Demande de distinction 2017  
Mérite Bénévole Echelon Vermeil.

Messieurs,

Suite à votre courriel du 22/02/2017.

Vous trouverez sous ce pli, Demande de distinction 2017 accompagnée des pièces suivantes (fac-similés) :

- **Courriel du 12/01/2017 de Monsieur Jean-Michel PEREZ, Président du tribunal d'instance de Montpellier.**
- **Ma lettre du 13/02/2017 à ce dernier accompagnée de :**
- **Attestation du 12/03/1980 de l'Institut de Droit Appliqué**
- **Lettre du 08/02/1989 de Monsieur Lionel ASSOUD, alors Maire du 14ème arrondissement de PARIS**
- **Lettre du 01/04/1994 de la COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**
- **Lettre du 26/07/1994 de Monsieur Lionel ASSOUD, alors Maire du 14ème arrondissement de PARIS**
- **Lettre du 03/01/1995 de Madame Myriam EZRATTY, de la COUR D'APPEL DE PARIS.**

En définitive, j'ai contribué à l'oeuvre de justice pendant plus de 29 ans.

Restant à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires que vous jugeriez de me demander.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

P.J. 8

N.B. Je suis déjà en possession de la distinction des Palmes de Bronze du 13/07/2001  
Je suis déjà en possession de la distinction des Palmes d'Argent du 01/07/2009

E.MARSOLLIER

